

UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES



Rapport sur le Covid-19 au Burundi

Rapport de Juillet - Août 2021

20/09/2021

Introduction

Contrairement aux mois précédents, juillet et août constituent sans nul doute l'un des moments les plus mouvementés dans ce contexte de Covid-19. De par les discours des dirigeants qui n'ont jamais été aussi contradictoires et virulents : le gouvernement qui accepte la venue des vaccins, mais qui refuse de vacciner, et les attaques, par le Chef de l'Etat, contre « *un journaliste burundais* » de RFI « *le seul à ne pas aimer le pays parce qu'il ment dans ses informations sur la pandémie* ».

Ensuite par la mesure de faire tester tous les élèves à la grande rentrée de septembre. Mais aussi et surtout une recrudescence des cas positifs et de décès dus au Covid-19. Les rapports officiels eux-mêmes avouent que « *les statistiques n'ont jamais été aussi élevées* », même celles-ci restent contestées par les observateurs, dont des experts du domaine. Une situation qui pourrait s'expliquer par le manque de rigueur dans les mesures barrières pourtant instaurées par le gouvernement.

1. Le gouvernement annonce l'arrivée de vaccins qu'il va stocker

C'est sans nul doute le summum de la politique de déni du pouvoir burundais. Alors que d'aucuns s'attendaient à un tournant décisif dans la gestion du Covid-19, les autorités annoncent en grande pompe, début juillet, l'arrivée imminente de vaccins offerts par la Banque Mondiale. Une nouvelle d'autant plus attendue et plus réjouissante que le gouvernement ne cessait de clamer haut et fort qu'il ne vaccinerait jamais la population. Mais l'ahurissement fut à la hauteur de la surprise, lorsque les mêmes autorités ont, dans le même temps, indiqué que les vaccins en question seront « *stockés quelque part, et que quiconque souhaiterait se faire vacciner n'aura qu'à les trouver où ils sont stockés* ». Ce fut d'abord le ministre de la Santé, Thaddée Ndikumana qui alla encore plus loin avec des propos tenus pour décourager ouvertement les Burundais à se faire vacciner. « *Le gouvernement ne sera pas tenu responsable des effets néfastes du vaccins* », ajouta-t-il. Il fut ensuite appuyé par le ministre de l'Intérieur, en même temps président du Comité national de riposte contre le Covid-19. Gervais Ndirakobuca

qui ajouta, avec un ton des plus moqueurs : « *Tous les partenaires qui souhaitent nous offrir des vaccins sont les bienvenus. Mais qu'ils sachent que le gouvernement ne change pas pour autant sa ligne : pas question de vacciner en masse les Burundais. Les vaccins seront stockés* ».

Afin de prouver que la Banque Mondiale avait reçu le message, sa représentante au Burundi a assuré, mi-août, au gouvernement que l'institution de Breton Wood était toujours disposée à l'accompagner dans la lutte contre la pandémie, mais que cet appui était conditionné par « *un véritable engagement du gouvernement dans la lutte contre la pandémie en mettant en place une politique de vaccination nationale et un plan de déploiement du vaccin dans toutes les provinces* ». Un appel auquel le pouvoir a répondu par le silence, puisqu'à l'heure qu'il est, rien, ni par les actes, ni par les discours, n'a encore été amorcé dans ce sens.

2. Le Chef de l'Etat a trouvé son bouc émissaire en la personne d'Esdras Ndikumana, journaliste à RFI

Par deux fois, Evariste Ndayishimiye a cité le journaliste comme étant « *le seul journaliste burundais qui ne rêve que de l'anéantissement du Burundi* ». Selon le Chef de l'Etat, sans le nommer une première fois en juillet, lors de la clôture de la semaine dédiée à la diaspora pro-gouvernementale, « *un journaliste burundais de RFI passe son temps à mentir que les hôpitaux sont saturés de personnes souffrant de Covid-19. Allez lui dire que les autres journalistes burundais sont en train d'œuvrer pour le développement du pays, et que nous sommes blindés* ». Le président a récidivé fin août, alors qu'il rencontrait des jeunes de la mairie de Bujumbura, en citant nommément cette-fois Esdras Ndikumana, et en l'associant à Antoine Kaburahe, fondateur du groupe de presse Iwacu, comme étant « *les deux journalistes qui détruisent notre pays* ».

L'UBJ, à l'instar de nombreuses autres organisations des professionnels des médias et des droits de l'homme à travers le monde telles RSF et HRW, ont aussitôt exprimé leur solidarité à l'endroit des deux journalistes. « *Le discours du Chef de l'Etat est avilissant et indigne de son statut. Comment comprendre qu'il s'attaque à des journalistes dont le travail est hautement salué de partout, même*

dans le pays ? » s'est ainsi interrogé Alexandre Niyungeko, président de l'UBJ. « En tant que père de la nation, lui qui ne cesse de répéter que son pouvoir est "bienveillant", il devrait plutôt prendre des mesures pour protéger la population contre le Covid-19 et ainsi emboîter le pas au reste du monde », a appelé Alexandre Niyungeko.

3. Des mesures anti-Covid-19 sans suivi

Parfois, les autorités semblent se ressaisir grâce à l'instauration de mesures barrières, mais le manque de suivi pour le respect de ces mesures renseigne sur le niveau de sérieux avec lequel ces autorités prennent des décisions dans ce domaine.

Car cela fait des mois que partout, à travers le pays, le port du masque ainsi que le lavage des mains dans les lieux publics à forte concentration de personnes ont été édictés comme obligatoires. Mais force est de constater que pratiquement aucune de ces mesures n'est respectée, et ce, dans pratiquement toutes les provinces du pays.

Ce qui frise le ridicule, dans le transport en commun, presque tous les passagers sont munis de leur masque, mais ils les rangent tous soit dans leurs poches, soit dans leurs sacs, et ils ne les sortent pour les porter que lorsqu'ils voient le véhicule de policiers s'approcher. Quant aux espaces publics, il n'y a pratiquement pas de dispositifs pour le lavage des mains. Et pour les rares qui en ont, ils ne sont pas approvisionnés ni en eau, ni en savon, ou, pire, sont alors tellement recouverts de poussière, parce qu'ils ne sont ni utilisés, ni entretenus.

4. L'unique « bonne » décision régulière

Pour la deuxième fois, le gouvernement, par la voie du ministère de l'Enseignement, a annoncé en août que tous les élèves et enseignants du secondaire devaient tous passer le test au Covid-19 avant d'aller à l'école, pour la rentrée prévue au 13 septembre. La même mesure avait été prise en avril dernier pour le retour des mêmes élèves et enseignants à l'école au 3^e trimestre de

l'année scolaire 2020-2021. Mais son application avait connu beaucoup de couacs : beaucoup d'élèves non testés, résultats tardifs, manque de réactifs, contamination à grande échelle dans les écoles juste à la rentrée, etc., lire <https://ubjburundi.org/wp-content/uploads/2021/05/Rapport-Covid-19-Avril-2021.pdf>. Ce qui a poussé nombre d'observateurs à s'interroger sur le succès de cette campagne pour la rentrée de l'année scolaire 2021-2022.

5. Des chiffres qui font froid dans le dos

Mi-juillet, le personnel médical des hôpitaux de Kirundo, au nord du pays, alertent sur le débordement de ces structures sanitaires par les personnes souffrant du Covid-19. « *Nos hôpitaux sont aujourd'hui saturés, et la plupart des patients sont renvoyés chez eux pour suivre le traitement à leur domicile* », a rapporté un médecin de l'hôpital principal. Et pour cause, les statistiques n'avaient jamais atteint de tels sommets. « *Plus de 600 personnes ont été testées positives, pour la seule journée d'hier. Nous n'avions jamais vu cela* », a précisé le même médecin.

A la suite des reportages sur cette situation pour le moins alarmante diffusés par les médias en exil, surtout les radios Inzamba Agateka Kawe, RPA et la télévision Renaissance, ainsi que des médias internationaux comme RFI, BBC et VOA, le gouvernement a voulu jouer la carte de l'ouverture en publiant des rapports sur la situation épidémiologique.

C'est ainsi que dans la foulée, le ministère de la Santé avoue, le 26 juillet, que près de 900 cas ont été enregistrés sur une vingtaine de districts sanitaires sur les 47 que comptent les 15 provinces sanitaires du Burundi. Selon un rapport du ministère de la santé, près de 500 cas sont uniquement de deux districts sanitaires du nord : Kiremba et Kirundo.

Cette montée en flèche des chiffres a inquiété les habitants des provinces du nord, qui ont estimé que l'administration devrait s'investir notamment dans la sensibilisation, afin de suivre les mesures barrières pouvant limiter cette propagation.

« Les mesures de prévention ne sont pas observées, la plupart des gens ne portent pas de masque, que ce soit au marché, ou au bistrot. C'est pourquoi le virus se

propage rapidement. Par exemple, pour les tests effectués vendredi dernier, 106 personnes ont été testées positives, et samedi, plus de 123 étaient infectées. C'est inhabituel. Nous demandons qu'il y ait des mesures strictes visant à protéger la population contre la propagation de ce virus », a lancé un infirmier d'un hôpital de Kiremba qui, par ailleurs, a affirmé que la situation devient de plus en plus incontrôlable.

Et, selon des membres du personnel soignant de ces provinces du nord, les chiffres publiés par le ministère de la santé seraient de loin inférieurs aux cas réels.

Mais cette recrudescence semble s'être généralisée durant cette période. Le 17 août par exemple, plus de 180 personnes ont été positives au Covid-19 dans le seul centre de dépistage dit Bon Accueil, dans la zone Bwiza en mairie de Bujumbura. Mais la pandémie semble n'épargner personne, puisque le personnel soignant a également été fortement affecté. Ainsi, l'Hôpital militaire de Kamenge, a enregistré 17 cas en 2 jours (17 et 18 août), tandis qu'à l'hôpital Roi Khaled, 31 infirmiers ont été testés positifs en une semaine, comme l'a rapporté la Radio Publique Africaine dans son journal du 18 août.

Le gouvernement lui-même reconnaît cette résurgence et rapporte que depuis le 21 juillet, la moyenne journalière de nouveaux cas de Covid-19 rapportés est de 155 cas communautaires, alors que la moyenne journalière était de 20 cas auparavant.

6. Manque criant de médicaments

Le constat est presque le même partout : en plus du manque de réactifs lors des tests, les médicaments pour traiter les cas positifs sont devenus rares. Ainsi, la plupart des patients sont renvoyés chez eux sans aucun remède. « A Kirundo, Ngozi, Kayanza, Gitega, et même en mairie de Bujumbura, il n'y a ni matériel, ni médicaments. La situation est catastrophique. Par exemple, les vendredi 13 et samedi 14 août, bon nombre de ceux qui ont été testés positifs ont été renvoyés chez eux sans médicaments. On leur a dit de revenir le lundi, mais là aussi, ils sont repartis bredouille. C'est extrêmement inquiétant », a témoigné un membre d'une

équipe de dépistage. Toujours selon lui, même les équipes chargées du dépistage ne disposent pas des équipements nécessaires pour se protéger.

Parfois, les médicaments manquent totalement avec comme conséquence la mort des patients. Cela s'est passé par exemple au mois d'août à l'hôpital de Kirundo où quatre patients, deux femmes et deux hommes, sont morts par manque de médicaments. L'alerte a été lancée par des infirmiers de cet établissement. *« Quatre patients qui souffraient du Covid-19 sont décédés en moins d'une semaine. Ils ont manqué des médicaments pour traiter le Coronavirus. Les médicaments manquent également dans presque toutes les structures sanitaires de la province. Si rien n'est fait pour nous approvisionner en médicaments, on risque de compter des morts en grand nombre »*, s'est inquiétée une infirmière de l'hôpital.

Mais l'hôpital principal de cette province n'était pas le seul à court de médicaments. *« Si l'hôpital de district manque les médicaments, comment voulez-vous en trouver sur les centres de santé ? Il n'y en a pas. Des patients sont laissés à eux-mêmes et renvoyés chez eux »*, a-t-elle regretté.

Mais de tels témoignages sont foison et émanent de pratiquement partout dans le pays, comme le confirment des sources au sein du ministère de la Santé.

7. Un témoignage poignant

Il s'agit d'un message de Simon Kururu, journaliste et enseignant d'universités. Il l'a écrit alors qu'il était alité suite au Covid-19 :

« J'écris ce message suite à un tweet de la radio Isanganiro sur le Professeur Théodore Niyongabo qui rassure sur la qualité des vaccins contre le Covid-19. Théodore s'est totalement donné pour nous sauver de l'épidémie du Sida. J'ai trop mal quand je vois des jeunes gens mourir dans la fleur de l'âge. Combien les cris, les pleurs et le chagrin de ceux qui perdent les leurs sont douloureux ! Que faire ? Cela fait une semaine que j'ai été testé positif au Covid-19, et je suis actuellement alité. Lorsque je guérirai, je demanderai à toutes mes connaissances de m'aider pour un travail de plaidoyer, afin d'éviter que les gens continuent de mourir alors qu'il y a des vaccins contre le Covid-19. Ce virus est l'ennemi du Burundi et du

monde entier. Il n'épargne aucune catégorie de personnes, le riche comme le pauvre en sont victimes. Qu'ils soient du CNDD-FDD ou CNL, ils y passent tous. Cardinal, archevêque, curé, mère supérieure, frère supérieur, caporal, sous-officier, officier, jusqu'aux maréchaux, les rois et les présidents, il les affecte tous. Nous avons un ennemi commun, nous devons donc tous nous liguer contre lui sans tergiversations. J'écris parce j'aime ma patrie. J'ai jugé que je ne pouvais pas continuer de me taire, alors que l'Etat m'a payé des études coûteuses pour informer et éclairer ceux qui sont dans l'ignorance. Je vous prie de partager ce message dans autant de groupes que possibles. Dites aux gens de prendre leur courage à deux mains et de demander que des mesures salvatrices soient adoptées pour le bien de tous les Burundais. Je n'ai demandé conseil à personne. Pour avoir failli mourir, je me suis rendu compte que je pouvais partir sans avoir servi à quelque chose. Travaillons main dans la main, sauvons le Burundi du gouffre. Si nous échouons, au moins, nous aurons essayé », a appelé Simon Kururu dans son message.

8. Le Covid-19 testé en dernier recours

Depuis l'apparition du Covid-19, les structures sanitaires n'ont pas changé leurs habitudes, ou peu. Selon des témoignages au sein des équipes soignantes, ceux qui se présentent avec des signes, même évidents, du virus, sont d'abord testés à la malaria, la grippe et d'autres maladies habituelles.

« Ainsi, le malade peut passer des jours et des jours à trainer le virus sans le savoir, alors qu'il va régulièrement consulter les médecins. Et quand on lui diagnostique le Covid-19, c'est parfois trop tard », regrette un infirmier. « Qu'en est-il de ses personnes contacts : sa famille, les voisins et les amis ? Puisqu'ils restent chez eux, sans aucune information sur les précautions à prendre pour se protéger », s'interroge le même infirmier.

Conclusion

La situation s'aggrave au jour le jour et même le gouvernement l'avoue à demi-mot, sans pour autant s'engager dans la voie de freiner la pandémie. En témoigne son refus catégorique de vacciner la population contre le Covid-19, et ce malgré même les conditionnalités de la Banque Mondiale pour poursuivre son soutien dans la gestion de la pandémie. L'attitude des autorités est d'autant plus déplorable que même le Chef de l'Etat en personne préfère chercher des boucs émissaires, dont des journalistes, qu'il traite de menteurs pour avoir rapporté la gravité de la situation. Evariste Ndayishimiye fait la sourde oreille aux multiples appels tant de l'opposition, de la société civile indépendante que des experts du domaine de la santé épidémiologique, qui ne cessent d'interpeller le gouvernement sur l'urgence de protéger la population.